

Courrier de mission : Regard d'un accompagnateur œcuménique en Cisjordanie

Invité de l'émission Courrier de mission produite par le Défap, Cyrille Payot, pasteur de l'Église Protestante Unie de France, a partagé son expérience comme accompagnateur œcuménique en Cisjordanie d'août à novembre 2025, dans le cadre du programme EAPPI (Ecumenical Accompaniment Programme in Palestine and Israel).

Lancé en 2002 à la demande des Églises de Jérusalem, ce programme international vise à assurer une présence protectrice et à documenter les atteintes aux droits humains dans les territoires palestiniens occupés. Plus de 2 000 volontaires s'y sont déjà engagés pour des missions de trois mois.

Pour Cyrille Payot, cet engagement s'inscrit dans un parcours déjà marqué par l'international et l'interculturel. Mais c'est un appel entendu lors d'un synode qui a déclenché la décision : répondre concrètement à une demande d'Églises locales, en assumant une présence sur le terrain.

ÉCOUTER L'ÉPISODE

Avant leur départ, les volontaires de l'EAPPI suivent une formation approfondie portant sur le contexte politique, les règles de sécurité et la méthodologie de rédaction des rapports. Ils partent toutefois dans un environnement instable, avec l'incertitude même de pouvoir entrer sur le territoire, les ONG faisant face à des restrictions croissantes. Depuis le 7 octobre 2023, la situation en Cisjordanie s'est nettement durcie, avec une intensification des opérations militaires, des arrestations et des pressions sur les civils.

Sur place, la mission repose sur l'observation et la documentation. Les équipes rencontrent quotidiennement familles, étudiants et acteurs locaux, puis rédigent des rapports transmis aux réseaux internationaux. En trois mois, 844 incidents ont ainsi été signalés. Si leur présence se veut non violente et attentive, elle est aujourd'hui plus discrète qu'auparavant et son effet dissuasif demeure limité. Certaines actions concrètes ont néanmoins permis d'apporter un soutien ponctuel, notamment à des familles déplacées ou à des étudiants confrontés à des violences.

Au-delà des situations individuelles, Cyrille Payot souligne les conséquences profondes du contexte : restrictions de circulation, pertes d'emplois, accès limité à l'eau, démolitions et arrestations administratives, générant insécurité et traumatismes durables. De retour en France, la mission se prolonge par le témoignage, adressé aux Églises, à la société civile et aux responsables politiques. Il appelle à tenir ensemble justice et paix, convaincu qu'aucune solution durable ne peut émerger sans conjuguer exigence de vérité, responsabilité éthique et refus de la violence.

ÉCOUTER L'ÉPISODE

Cinq projets solidaires à soutenir en 2026

Chaque année, le Défap soutient des projets divers à l'international, permettant de répondre aux besoins locaux des communautés des Églises sœurs. Cinq projets s'inscrivent dans le cadre des engagements du Défap : renforcer les liens avec les partenaires et lutter pour la justice climatique et le

respect de la dignité humaine. Les dons financent des actions de terrain portées par des acteurs locaux fiables.

Burkina Faso – Gestion durable des sols

Au Burkina Faso, le secteur agricole demeure la principale activité de la majorité de la population. Toutefois, l'agriculture fait face à de nombreuses difficultés.

On observe d'abord des problèmes environnementaux, notamment la dégradation progressive des terres agricoles, qui deviennent de moins en moins fertiles. À cela s'ajoutent des problèmes sociaux, en particulier pour les femmes, qui sont fortement désavantagées : elles ont un accès limité au crédit, à la formation et à l'information, et disposent rarement des moyens de production nécessaires.

Par ailleurs, l'accaparement des terres par de grandes entreprises ainsi que le manque d'intrants agricoles compliquent davantage la situation des exploitants.

L'objectif du projet est donc d'équiper des coopératives en matériel adapté afin de réaliser des cordons pierreux, une technique de protection des sols qui permet de conserver l'eau et la matière organique, tout en améliorant la fertilité des terres.

SOUTENIR LE PROJET

République Démocratique du Congo – Soutien aux étudiantes de l'UPRECO

En République Démocratique du Congo, les traditions et la pauvreté empêchent souvent les jeunes filles d'accéder à l'éducation. Beaucoup sont victimes d'analphabétisme, de mariages précoces ou de prostitution, ce qui compromet leur

avenir et leur dignité.

Face à cette situation, l'UPRECO (Université Presbytérienne Sheppard et Lapsley du Congo) met en place un projet visant à accorder des bourses d'études à 10 jeunes filles vulnérables issues de familles pauvres, afin de leur permettre de suivre une formation en Théologie.

Les bénéficiaires sont sélectionnées selon des critères précis (diplôme d'État, vulnérabilité économique, bon témoignage chrétien). La formation dure trois ans et mène à l'obtention d'une licence. Chaque étudiante reçoit une bourse annuelle de 400 €, couvrant les frais académiques et certains besoins essentiels.

L'objectif est de permettre à ces jeunes filles d'acquérir une formation de qualité et de devenir autonomes. Il s'agit d'un renouvellement du projet pour une durée de trois ans, les résultats obtenus jusqu'à présent étant très positifs et encourageant la poursuite de notre engagement

SOUTENIR LE PROJET

République Démocratique du Congo – Soutien aux étudiantes de ULPGL Bukavu

À Bukavu, la crise économique provoquée par la COVID-19, aggravée par le conflit armé dans l'Est de la RDC, a fortement fragilisé les ménages. La baisse des revenus, les déplacements de populations et l'instabilité ont conduit de nombreuses familles à sacrifier l'éducation, en particulier celle des femmes.

Pour répondre à cette urgence, l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL-Bukavu) met en place un projet de soutien aux étudiantes en Théologie. D'une durée de trois ans

(2025–2028), il prévoit le financement complet des frais académiques de 12 étudiantes par an, soit 36 bénéficiaires au total. Le projet inclut également des actions de sensibilisation auprès des églises et des communautés afin de promouvoir la poursuite des études et l'égalité des chances.

L'objectif est de réduire le taux d'abandon scolaire des femmes, de préserver leur droit à l'éducation et de leur offrir de meilleures perspectives d'avenir malgré le contexte de crise.

République Démocratique du Congo – Restauration et protection du corridor de Songolo

Le développement rapide des petites et moyennes entreprises agricoles et agroalimentaires le long du corridor Boma–Kinshasa (Kongo Central) stimule l'économie locale, mais accentue également la pression environnementale. La déforestation, l'érosion des sols, le ruissellement et la pollution menacent durablement cet espace stratégique.

Face à ces risques, le CRAFOD, à travers son Centre d'Apprentissage de Proximité (CAP) de Songololo, met en œuvre un projet visant à **protéger le corridor et promouvoir des pratiques agricoles durables**, notamment la permaculture et l'agriculture biologique.

Le projet prévoit :

- la sensibilisation des communautés locales à la protection de l'environnement ;
- le reboisement du site avec des espèces adaptées et l'installation de dispositifs anti-érosifs ;
- la formation des populations à la maîtrise des feux de brousse ;
- la construction d'une latrine éco-santé permettant de

transformer les déchets humains en engrais organique.

L'objectif général est de créer une dynamique de plantation agroforestière communautaire, d'améliorer la gestion durable des terres et de renforcer les capacités des ménages agricoles environnants.SOUTENIR LE PROJET

Tunisie – Réhabilitation des sols et autonomie fourragère

En Tunisie, 80 % des terres agricoles sont touchées par la dégradation des sols, en raison de pratiques agricoles non durables et de sécheresses répétées. Cette situation fragilise la sécurité alimentaire, réduit la productivité des exploitations et accroît la dépendance des éleveurs à l'achat de fourrage, dont les prix sont instables. La production fourragère locale, peu diversifiée et techniquement limitée, ne couvre qu'une faible part des besoins du bétail.

Dans ce contexte, l'ATAE accompagne les petits et moyens producteurs ruraux vers des pratiques agroécologiques, notamment la mise en place de **banques vertes** : des parcelles d'arbres et d'arbustes fourragers permettant de restaurer les sols, stocker du carbone et fournir une alimentation résistante à la sécheresse. Le projet vise à installer **20 banques vertes** dans les régions de Jendouba, Kairouan et Mahdia, bénéficiant à 20 agriculteurs (5 à 7 par région).

L'objectif général est de renforcer l'autonomie des agro-éleveurs, de réduire la dégradation des sols et de favoriser la séquestration du carbone, tout en introduisant des pratiques agroécologiques durables et adaptées aux besoins des producteurs.SOUTENIR LE PROJET

L'héritage missionnaire aujourd'hui : rendez-vous le 12 mars

Dans le cadre du cycle « Les jeudis du Défap », une conférence en ligne se tiendra le jeudi 12 mars, de 18h30 à 20h, autour de « l'héritage missionnaire aujourd'hui, le cas de la Mission Presbytérienne Américaine au Cameroun » avec Nick Gaël Daniel SANDJALI NDJIKAM. Cette rencontre offrira d'abord un temps de présentation du chercheur et de ses travaux, suivi d'un espace de dialogue ouvert avec les participants. Un moment privilégié d'échange, de réflexion et de partage, invitant chacun à approfondir sa compréhension des enjeux théologiques, historiques et institutionnels liés à la transmission de l'héritage missionnaire, et à interroger, à la lumière des réalités contemporaines, les perspectives pour l'Église et sa mission.

Je m'inscris à la conférence

Le parcours de Nick Gaël Sandjali

Nick Gaël Daniel SANDJALI NDJIKAM est pasteur de l'Église Presbytérienne Camerounaise et Secrétaire Exécutif du Consistoire Lom et Djerem. Enseignant d'hébreu biblique et d'Ancien Testament à l'Institut Supérieur de Théologie Dager (ISTD) à Lolodorf, il contribue à la formation théologique des futurs responsables d'Église. Doctorant en lien avec l'Institut Protestant de Théologie (IPT) de Paris, il prépare une thèse sur Lévitique 10,1-11 portant sur la séparation du sacré et du profane dans le contexte de l'EPC, articulant recherche exégétique et enjeux ecclésiaux contemporains.

Ses publications

- « La dâbhâr vétérotestamentaire : facteur et réparateur de conflits. » Publié dans Exodus: revue scientifique interdisciplinaire du DES/EPC N°03/mars 2023.
- « L'horizontalité vétérotestamentaire et sa catastrophe contemporaine. Publié dans Exodus: revue scientifique interdisciplinaire du DES/EPC N°02/janvier 2022.
- « Fermeture des lieux de cultes : désacralisation ou retour aux fondamentaux du sabbat? » Publié dans Exodus: revue scientifique interdisciplinaire du DES/EPC N°01/janvier 2021.

Pourquoi parler de L'héritage missionnaire aujourd'hui ?

Parler de l'héritage missionnaire aujourd'hui, c'est revenir à l'œuvre fondatrice de la Mission Presbytérienne Américaine (MPA), arrivée au Cameroun dès 1871 avec un double engagement : l'évangélisation et la structuration sociale. À travers les stations missionnaires qu'elle a implantées, la MPA a mis en place des écoles, des hôpitaux, des imprimeries et diverses institutions qui ont profondément marqué le paysage religieux et social du pays. De cette dynamique est née l'Église Presbytérienne Camerounaise (EPC), devenue autonome en 1957, héritière d'un patrimoine considérable.

Cet héritage, cependant, se trouve aujourd'hui confronté à des défis structurels et ecclésiaux majeurs. La plupart des analyses consacrées à sa gestion se focalisent principalement sur les œuvres visibles de témoignage – établissements scolaires, structures sanitaires, infrastructures sociales. Or, ces réalisations, bien que centrales, ne constituent qu'une dimension de l'héritage missionnaire.

Une approche plus globale s'impose. L'héritage missionnaire comprend également la politique d'expansion adoptée par la

mission, sa vision de l'œuvre évangélique et de l'Église, son modèle organisationnel, ses principes de gouvernance et son mode de fonctionnement. Ces éléments immatériels structurent durablement l'identité ecclésiale et conditionnent la manière dont l'Église assume aujourd'hui sa mission.

Réfléchir à l'héritage missionnaire aujourd'hui ne consiste donc pas seulement à préserver des institutions, mais à interroger une vision théologique, un projet ecclésial et une dynamique missionnaire. C'est à ce niveau que se joue la capacité de l'EPC à actualiser, contextualiser et transmettre de manière pertinente l'héritage reçu, dans un environnement en constante mutation.

Je m'inscris à la conférence

Les Jeudis du Défap : Église et écologie en contexte africain – le replay

Le jeudi 05 février 2026, les Jeudis du Défap ont proposé une réflexion autour du thème «Église et écologie en contexte africain : Opportunités, difficultés et orientations pratiques.». Cette conférence a été donnée par Marcel Ngirinshuti, universitaire rwandais, Professeur (Maître de conférences) et enseignant-chercheur en écothéologie. Ses travaux portent principalement sur les relations entre foi chrétienne, écologie, éducation et enjeux sociétaux contemporains. Vous pouvez (re)voir la conférence ci-dessous.

Église et écologie en contexte africain : opportunités, défis et chemins d'action

Quand la terre ne produit plus, quand l'eau se fait rare, quand la faim s'installe, la crise écologique cesse d'être un concept abstrait. En Afrique, elle touche directement la vie quotidienne des populations. C'est à partir de cette réalité concrète qu'a été pensée la conférence « Église et écologie en contexte africain : opportunités, difficultés et orientations pratiques ».

L'intervention a rappelé une conviction forte : l'engagement écologique de l'Église n'est ni optionnel ni importé de l'extérieur. Il s'inscrit au cœur de la foi chrétienne, dont la première responsabilité confiée à l'être humain est de « cultiver et garder le jardin » (Genèse 2,15). Face à la dégradation des sols, à la déforestation, au stress hydrique et à l'insécurité alimentaire, la question écologique devient une question de justice, de dignité humaine et de fidélité à l'Évangile.

Des opportunités propres au contexte africain

Une vision du monde favorable à l'écologie

Les sociétés africaines traditionnelles portent une anthropologie relationnelle, où l'être humain se comprend toujours en lien avec la nature, la communauté, les ancêtres et le divin. La terre y est un bien commun, reçu des générations passées et transmis à celles à venir. Les interdits, les tabous, la protection des forêts, des sources d'eau ou des périodes de repos des sols témoignent d'une sagesse de la limite, aujourd'hui fragilisée mais profondément

compatible avec la théologie biblique de la création.

Dans ce contexte, la mission de l'Église n'est pas d'imposer un discours écologique extérieur, mais de relire la foi chrétienne à partir de cette vision du monde, afin de reconstruire une relation juste à la création.

Un ancrage communautaire fort des Églises

En Afrique, l'Église est bien plus qu'une institution : elle est un lieu de vie, présent là où l'État est parfois absent. Son implantation durable dans les villages, les quartiers populaires et les zones rurales lui confère une autorité morale et relationnelle unique. Cette proximité permet d'inscrire l'écologie dans la durée, en la reliant aux pratiques quotidiennes : gestion communautaire des déchets, protection de l'eau, agriculture de subsistance, éco-construction, éducation des jeunes.

Grâce à ses écoles, centres de formation et espaces de catéchèse, l'Église dispose d'un levier majeur pour former des consciences et transformer les comportements.

Une convergence avec les enjeux globaux

La crise écologique est mondiale, mais ses effets sont particulièrement violents en Afrique. L'Église africaine occupe ainsi une position stratégique : acteur local de proximité et porteuse d'un discours éthique universel. Des partenariats existent déjà, associant Églises, universités, ONG et bailleurs internationaux autour de la gestion des déchets, de l'eau ou de l'agroécologie communautaire. Ces initiatives montrent que l'Église peut devenir un pont entre les enjeux globaux et les réalités locales, à condition de structurer son action.

Des difficultés réelles et des tensions à affronter

La tension entre pauvreté et écologie

Pour de nombreuses communautés, la priorité reste la survie quotidienne. Les choix écologiques peuvent alors sembler inaccessibles ou secondaires. Pourtant, des expériences montrent qu'il est possible de concilier écologie et lutte contre la pauvreté : reforestation associée à la micro-agriculture, compostage, jardins communautaires, solutions locales à faible coût. L'écologie devient alors non pas un luxe, mais un outil de protection de la vie et de la dignité.

L'inadéquation des cadres institutionnels

Les projets écologiques reposent souvent sur l'expérimentation et l'adaptation, alors que les cadres administratifs exigent planification rigide et résultats prévisibles. Cette tension complique l'accès aux financements. Des solutions émergent néanmoins, comme des fonds flexibles ou des partenariats locaux qui reconnaissent l'expérimentation comme une méthode légitime.

La dispersion des initiatives

De nombreuses actions écologiques existent, mais elles sont souvent isolées, peu documentées et mal coordonnées. Cette dispersion limite leur impact, leur visibilité et leur durabilité. La mutualisation des expériences et la création de réseaux apparaissent donc comme un enjeu majeur.

Orientations pratiques pour l'action de l'Église

La conférence a proposé plusieurs pistes concrètes :

- Intégrer l'écothéologie dans la formation théologique et

pastorale, comme discipline stratégique.

- Relier foi, savoirs scientifiques et savoirs locaux, pour des actions réalistes et durables.
 - Former et mobiliser les acteurs de terrain : pasteurs, enseignants, jeunes, leaders communautaires.
 - Expérimenter, documenter et capitaliser les solutions locales.
 - Construire des réseaux ecclésiaux écologiques, afin de coordonner les initiatives et renforcer leur impact.
-

Une formation sur les valeurs de la République et la laïcité pour les volontaires

Du 26 au 27 janvier 2026, les six nouveaux volontaires en réciprocité ont participé à une formation sur les valeurs de la république et laïcité à la paroisse de Oullins à Lyon. Cette formation a pour objectif de faire comprendre la laïcité dans son acceptation juridique et républicaine afin de permettre aux volontaires de l'appliquer correctement dans leurs pratiques quotidiennes.

Les ateliers ont permis aux volontaires de se confronter à des situations concrètes : gérer des questions liées à la pratique religieuse dans les activités, comprendre la neutralité dans l'accompagnement des publics, et débattre sur des idées reçues souvent répandues concernant la religion et l'école en France. Ayant commencé leur mission depuis trois mois, les volontaires ont pu confronter leurs différentes expériences à la formation. Forts de ces apports, les volontaires pourront intégrer ces principes dans leurs activités quotidiennes et

contribuer à créer un environnement respectueux et inclusif pour tous.

Le Défap au Cameroun : renforcer, structurer et projeter l'avenir

Du 17 au 26 novembre 2025, Jean-Pierre Anzala, responsable de l'échange théologique, a conduit une mission au Cameroun pour le Défap, dans le cadre des partenariats de longue date entretenus avec des institutions ecclésiales et académiques d'Afrique centrale. Cette mission avait pour objectifs de consolider les cadres de coopération existants, d'établir un bilan des actions menées conjointement ces dernières années et d'ouvrir des perspectives nouvelles au service de la formation théologique et du développement.

Consolider le partenariat académique avec l'UPAC

Une étape majeure de la mission a été la rencontre avec les autorités de l'Université Protestante d'Afrique Centrale (UPAC) à Yaoundé. Fondée par douze Églises, l'UPAC poursuit une vocation affirmée de service à l'humanité à travers ses facultés, tout en cherchant à renforcer son autonomie institutionnelle et la reconnaissance officielle de ses formations.

Les échanges ont permis de dresser un bilan lucide du partenariat avec le Défap : un soutien apprécié à la recherche par l'attribution de bourses doctorales et postdoctorales, une

collaboration bibliothécaire active avec la CLCF, mais aussi la volonté de renforcer les échanges académiques.

Dialoguer avec les Églises et leurs instances représentatives

La mission a également été l'occasion de rencontres importantes avec plusieurs Églises et instances protestantes du Cameroun et de la région.

Au Conseil des Églises Protestantes du Cameroun (CEPCA), qui rassemble plus de douze millions de fidèles, les échanges ont souligné l'importance du dialogue entre Églises et partenaires internationaux. Ensemble, les participants ont évoqué des pistes pour renforcer la formation théologique, encourager les échanges avec d'autres Églises, notamment en France, et soutenir des actions concrètes dans le domaine de la santé.

Les rencontres avec l'Église Évangélique Luthérienne du Cameroun (EELC) ont permis de raviver des liens anciens et de réfléchir à de nouvelles formes de coopération. Les discussions ont porté sur la formation des pasteurs et des responsables de jeunesse, l'accès à des ressources théologiques adaptées, ainsi que sur les défis du vivre-ensemble dans un contexte religieux parfois tendu.

Enfin, les échanges avec l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine (EELRCA) ont mis en lumière les besoins et les espérances d'une Église engagée sur le terrain, notamment dans la formation, l'annonce de l'Évangile et les actions de développement et de solidarité. Le souhait de renforcer les liens et les échanges réguliers avec le Défap y a été fortement exprimé.

Le volontariat international : un engagement humain et structurant

La mission au Cameroun a accordé une attention particulière au suivi des Volontaires de Solidarité Internationale (VSI), dimension essentielle de l'action du Défap. En tant que responsable pays, il a conduit des entretiens approfondis avec les deux volontaires actuellement en poste, afin d'évaluer leurs conditions de mission.

À Bafoussam, Malicka Sanon, VSI auprès du CIPCRE-Cameroun, a partagé une expérience marquée par la richesse du relationnel, un fort engagement spirituel et une implication collective remarquable de l'équipe locale. Cette expérience, vécue comme profondément transformatrice, invite par ailleurs à améliorer les outils de transmission entre volontaires, afin de sécuriser la continuité des missions.

À l'UPAC, le suivi du Docteur Célin Nzambé, VSI en charge de la gestion administrative des enseignements, a confirmé la pertinence de son positionnement au cœur d'un projet académique structurant. Sa mission contribue directement au renforcement institutionnel de l'établissement.

Au terme de cette mission, un constat s'impose : les partenaires camerounais et régionaux manifestent une volonté forte de renouveler, formaliser et approfondir leurs relations avec le Défap. La mission a permis de poser les bases d'un travail structurant autour de nouveaux protocoles d'accord, de projets concrets et de réflexions théologiques partagées.

2026, l'année internationale des volontaires

Une année pour reconnaître et renforcer l'engagement volontaire

2026, l'année du volontariat marque une étape clé pour célébrer, renforcer et reconnaître l'engagement des volontaires et bénévoles à tous les niveaux – local, national et international. En la proclamant Année internationale du volontariat au service du développement durable, les Nations Unies soulignent le rôle déterminant du volontariat dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et l'atteinte des Objectifs de développement durable, de la lutte contre la pauvreté à l'égalité entre les genres, en passant par la santé, l'éducation et la cohésion sociale. Véritable levier intersectoriel, le volontariat s'affirme comme un instrument puissant de la transition durable et de la transformation des sociétés.

L'Année internationale 2026 a pour ambition de valoriser l'impact social, environnemental et économique du volontariat, de consolider les politiques publiques en faveur de l'engagement citoyen, et d'encourager la participation de nouveaux publics, en particulier les jeunes. Elle vise également à renforcer les coopérations entre acteurs associatifs, institutions et citoyens. Au-delà d'une reconnaissance symbolique, 2026 se veut une année résolument tournée vers l'action, l'expérimentation et la mobilisation collective.

Au défab, le volontariat fondé sur des partenariats durables

À travers l'envoi et l'accueil de volontaires, le Défab agit concrètement pour une solidarité fondée sur l'égalité, la réciprocité et la responsabilité envers autrui. Les missions sont construites à la demande et en étroite collaboration avec ses partenaires, principalement des Églises et des associations proches des Églises, et s'inscrivent dans des relations anciennes entre la France et l'Afrique francophone, Madagascar, l'océan Indien, le Pacifique ou les Caraïbes. Chaque envoi prolonge une histoire collective existante et permet aux volontaires de s'intégrer pleinement à la vie des communautés locales, en partageant leur quotidien et en mettant leurs compétences, enseignement, santé, coordination, développement, au service de projets porteurs de justice sociale, d'éducation, de santé et de paix.

Cette approche de double partenariat, à la fois avec les structures d'accueil et avec les personnes envoyées, fait du volontariat un engagement profondément humain et formateur, sur les plans personnel, spirituel, professionnel et civique. En 2025, le Défab a ainsi envoyé 11 volontaires internationaux et accueilli 7 volontaires de réciprocité, illustrant concrètement sa vision d'un volontariat au service d'un monde plus juste et durable.

Le volontariat, un outil aujourd'hui menacé

Mais alors que 2026 a été proclamée Année mondiale du volontariat pour le développement durable, le volontariat international se trouve paradoxalement fragilisé en France par de lourdes incertitudes budgétaires. Les premiers arbitrages du projet de loi de finances 2026 prévoyaient une baisse de 10 millions d'euros des crédits dédiés au volontariat

international, soit près de 50 % des départs de volontaires sacrifiés en une seule année. Si la mobilisation de la société civile et des parlementaires a permis de ramener cette coupe à -2,5 millions d'euros en commission des Finances à l'Assemblée nationale, les débats au Sénat laissent craindre un durcissement supplémentaire, mettant en danger la pérennité même des dispositifs existants. Ces réductions s'inscrivent dans un contexte de contraction globale de l'Aide publique au développement, dont la part pourrait tomber à 0,6 % du budget de l'État, en contradiction avec les engagements internationaux de la France.

Affaiblir le volontariat international, comme l'alerte le CLONG-Volontariat, c'est fragiliser un outil stratégique de coopération, rompre des partenariats construits sur le long terme, réduire l'impact sur les Objectifs de développement durable et priver des milliers de jeunes d'une expérience d'engagement profondément transformatrice. Le volontariat n'est pas une variable d'ajustement budgétaire : il constitue un investissement essentiel pour la transition, la cohésion sociale et la crédibilité internationale de la France, qui appelle aujourd'hui un sursaut politique à la hauteur des enjeux.

Église et écologie en contexte africain : Rendez- vous le 5 février !

Dans le cadre du cycle « Les jeudis du Défap », une conférence en ligne se tiendra le jeudi 05 février, de 18h30 à 20h, autour des enjeux contemporains liant Église, écologie et

sociétés africaines avec Marcel Ngirinshuti. Cette rencontre offrira d'abord un temps de présentation du chercheur et de ses travaux, suivi d'un espace de dialogue ouvert avec les participants. Un moment privilégié d'échange, de réflexion et de partage, invitant chacun à approfondir sa compréhension des défis écologiques actuels et des réponses théologiques et pastorales possibles.

Je m'inscris à la conférence

La parcours de Marcel Ngirinshuti

Marcel Ngirinshuti, né en 1973, est un universitaire rwandais, Professeur (Maître de conférences) et enseignant-chercheur en écothéologie. Il exerce actuellement les fonctions de Vice-Doyen à la Faculté des Technologies de l'Information et de la Communication de l'Université Protestante d'Afrique Centrale (UPAC) et est Directeur du Centre de Recherches et d'Innovations en Éducation Relative à l'Environnement (CRI-ERE). Ses travaux portent principalement sur les relations entre foi chrétienne, écologie, éducation et enjeux sociétaux contemporains. Auteur de plusieurs ouvrages et publications scientifiques, il a notamment publié *Église et écologie en contexte africain. Difficultés et orientations pratiques* (2018), *Formation des pasteurs en éducation relative à l'environnement* (2018), *Comment vivre autrement dans le monde de ce temps ? Une pédagogie de la gestion du manque* (2020), *La décadence planétaire du XXI^e siècle : revisiter l'écopoésie du XIX^e siècle* (2023) et *Les humains, la nature et les divinités : histoire des luttes, des revendications et des espoirs* (2024).

Pourquoi parler de l'Église et d'écologie en contexte africain ?

Bien que l'Afrique ait une responsabilité historique limitée

dans la crise écologique mondiale, elle en subit de manière disproportionnée les conséquences : dégradation accélérée des terres, insécurité alimentaire, conflits liés à l'accès aux ressources naturelles et vulnérabilité croissante des populations. Cette situation interpelle profondément la mission, la responsabilité éthique et l'engagement pastoral des Églises africaines.

Cette conférence propose une réflexion théologique et pastorale sur la place et le rôle des Églises face aux défis écologiques contemporains. Elle analyse à la fois les potentialités offertes par les spiritualités africaines, l'ancrage communautaire des Églises et la théologie de la création, ainsi que les obstacles théologiques, institutionnels et pratiques à leur engagement écologique. Enfin, elle esquisse des orientations concrètes pour l'intégration de l'écologie dans la vie ecclésiale, la formation théologique et l'action sociale, en vue de promouvoir une écologie intégrale, contextualisée et porteuse d'espérance pour les sociétés africaines.

Je m'inscris à la conférence

Les Jeudis du Défap : Le programme 2026

Dans le cadre de sa mission de favoriser les échanges théologiques, le Défap – Service protestant de mission – propose depuis 2024 un cycle mensuel de conférences en ligne intitulé « Les Jeudis du Défap ». Chaque session donne la parole à des intervenants issus de la scène internationale (pasteurs, chercheurs, théologiens ou acteurs de terrain)

venus présenter et discuter leurs travaux. Diffusées en visioconférence, ces rencontres rassemblent un public hétérogène, mêlant étudiants, universitaires et curieux engagés dans la vie associative ou ecclésiale. Elles privilégient l'analyse, la mise en perspective et l'ouverture au dialogue plutôt que l'affrontement d'idées.

Entre février et décembre 2026, huit Jeudis du Défap seront organisés. Les intervenants et leurs thématiques sont à découvrir dès à présent.

Église et écologie en contexte africain. Opportunités, difficultés et orientations pratiques

avec Marcel NGIRINSHUTI

L'héritage missionnaire aujourd'hui. L'exemple de la Mission Presbytérienne Américaine au Cameroun

avec Nick SANDJALI

Le rôle de l'Église dans la politique

avec Flore BADILA

Le rôle de l'Église dans la gestion des conflits en Afrique : le cas de l'Église méthodiste du Togo

avec Benjamin GABIAM

Quand la sagesse parle au féminin :

lecture sapientale et ecclésiale de la figure féminine en Afrique. Cas de l'Église du Christ au Congo

avec Gisèle ALENCE

Église et restauration sociale en Afrique

avec Fiston NGESERA

Bible et Coran en Afrique subsaharienne. Cohabitation et conflits

avec Sali OUMAROU

Idéologie sur l'Afrique et théologie(s) africaine(s)

avec Jean-Patrick NKOLO-FANGA [Télécharger le programme](#)

Les Jeudis du Défap : Les fondements éthiques du féminisme – Le replay

Le jeudi 15 janvier 2026, les Jeudis du Défap ont proposé une réflexion éthique et théologique autour du thème « Les fondements éthiques du féminisme. Réflexions à partir du contexte africain ». Cette conférence a été donnée par Fifamé Fidèle Houssou Gandonou, pasteure béninoise et théologienne spécialiste de l'éthique féministe. À partir de son parcours académique, pastoral et de terrain, elle a montré en quoi les

inégalités faites aux femmes interrogent profondément la justice sociale, les traditions religieuses et la responsabilité des Églises, ouvrant des chemins de désencerclement, d'émancipation et de transformation collective.

JTNDaWZyYW1lJTIwd2lkdGgLM0QlMjI1NjAlMjIlMjBoZWlnaHQlM0QlMjI2NTAlMjIlMjBzcmMlM0QlMjJodHRwcyUzQSUyRiUyRnd3dy55b3V0dWJlLmNvbSUyRmVtYmVkJTJGbEtsTGpCcMFCQ3clM0ZzaSUzRC1YZWlPN3JEZzYtRkdJcDIlMjIlMjB0aXRzZSUzRCUyMllvdVR1YmUlMjB2aWRlbyUyMHBsYXllciUyMiUyMGZyYW1lYm9yZGVyJTNEJTIyMCUyMiUyMGFsbG93JTNEJTIyYWNjZWxlc9tZXRlciUzQiUyMGFldG9wbGF5JTNCJTIwY2xpcGJvYXJkLXdyXRlJTNCJTIwZW5jc9lwdGVkLW1lZGllJTNCJTIwZ3lyb3Njb3BlJTNCJTIwcGljdHVyZS1pbilwaWN0dXJlJTNCJTIwd2ViLXNoYXJlJTIyJTIwc9VmZXJyZXJwb2xpY3klM0QlMjJzdHJpY3Qtb3JpZ2luLXdoZW4tY3Jvc3Mtb3JpZ2luJTIyJTIwYXsb3dmdWxsc2NyZWVuJTNEJTNDJTIwZyYW1lJTNE

Déconstruction des citadelles masculinistes

La déconstruction des « citadelles masculinistes » constitue le point de départ éthique de la réflexion de Fifamé Fidèle Houssou Gandonou. Par cette expression, elle désigne l'ensemble des structures sociales, culturelles, religieuses et symboliques qui ont progressivement naturalisé l'infériorité féminine et légitimé la domination masculine. Ces citadelles ne relèvent ni de la biologie ni de la volonté divine, mais sont des constructions historiques patiemment édifiées au fil des siècles. L'autrice montre comment le sexe biologique a été instrumentalisé pour produire le genre comme système de pouvoir, assignant à la femme un destin social de subordination. Cette analyse rejoint la pensée de Simone de Beauvoir selon laquelle la condition féminine est socialement construite. En contexte africain, ces citadelles se manifestent notamment à travers la polygamie, l'exclusion des femmes de l'héritage foncier et la marginalisation économique.

Gandonou interroge également la responsabilité des Églises, dont certaines interprétations bibliques patriarcales ont contribué à sacraliser l'oppression féminine. Elle appelle ainsi à une relecture critique des textes bibliques, libérée des filtres androcentriques, afin de distinguer la Parole de Dieu des traditions humaines qui l'ont déformée. La déconstruction apparaît alors comme un impératif éthique incontournable : nommer le système qui fait souffrir les femmes est une condition préalable à toute transformation sociale durable. Déconstruire les citadelles masculinistes, c'est rendre visible l'injustice pour mieux la combattre et ouvrir un espace de justice pour l'ensemble de l'humanité.

Désencèglement et sororité

Le deuxième axe de la conférence repose sur le concept central de désencèglement, entendu comme un processus de libération globale et collective. Emprunté au philosophe Marcelin Dossou-Sétonji, le désencèglement désigne le fait de briser les multiples barrières – culturelles, religieuses, économiques et symboliques – qui enferment la femme africaine dans une condition de marginalité. Pour Gandonou, l'enfermement des femmes ne concerne pas seulement leur situation individuelle, mais révèle un dysfonctionnement de l'ensemble de la société. On ne désencècle pas une femme sans désencècler la communauté tout entière. Ce processus de libération ne se fait ni contre les hommes ni dans l'isolement, mais dans une dynamique relationnelle et spirituelle, avec le Christ comme centre. La sororité constitue le moteur de ce désencèglement. Contrairement aux discours qui opposent les femmes entre elles, la conférencière valorise la solidarité féminine comme un levier fondamental de transformation sociale. La sororité permet l'empowerment, c'est-à-dire le passage du statut de victime à celui d'actrice de l'histoire. Elle favorise l'autonomisation des femmes, leur capacité à écrire elles-mêmes leur histoire, en fidélité au projet de Dieu. Cette solidarité trouve un écho biblique dans l'action collective

des femmes, notamment celles qui furent témoins de la résurrection. Le désencèglement et la sororité ne visent pas la prise de pouvoir, mais la participation équitable au bien commun, dans une humanité réconciliée.

Éthique de la réciprocité, de la dignité et de l'identité

Le troisième axe développe une éthique féministe fondée sur la réciprocité, la dignité et l'identité. Gandonou affirme que le féminisme, bien compris, relève de l'éthique et vise l'excellence humaine telle que voulue par Dieu dans le récit de la création. La dignité humaine est intégrale et indivisible : toute atteinte à la dignité de la femme constitue une atteinte à celle de l'humanité entière. En s'appuyant sur la règle d'or – « fais aux autres ce que tu voudrais qu'on te fasse » –, l'autrice appelle à repenser les relations hommes-femmes sur le mode du vis-à-vis et non de la domination. Cette éthique de la réciprocité libère à la fois les femmes et les hommes, ces derniers étant également prisonniers des injonctions patriarcales à la domination. La question de l'identité est centrale : il ne s'agit pas pour la femme de devenir homme ou d'imiter les modèles masculins, mais de revendiquer une identité propre, comme image de Dieu et « aide semblable ». L'autonomisation est ainsi définie comme la capacité à dire le « je » éthique, à s'aimer soi-même pour pouvoir aimer l'autre. Cette redéfinition identitaire permet de rompre avec la confusion entre sexe biologique et destin social. Le féminisme africain proposé par Gandonou vise donc une réconciliation profonde des relations humaines, condition indispensable pour des Églises et des sociétés réellement justes, fidèles à l'Évangile de la vie en abondance.

Lettre de Nouvelles : Un havre de paix

Lily, volontaire en service civique, a entamé sa mission à Madagascar dans l'orphelinat Tangaïna. Sa mission consiste à accompagner les enfants dans leurs activités quotidiennes : aide aux devoirs, activités ludiques, sorties culturelles... Salut salut,

Voilà plus d'un mois que je suis installée dans ma nouvelle maison : l'orphelinat Tangaïna ! Ce début de mission est passé à une vitesse folle, mais je me sens tellement chez moi ici, dans cette culture en général, que j'ai l'impression d'y être depuis déjà longtemps !

Avec les récents événements survenus à Madagascar, je n'ai pas pu sortir très loin, et encore moins seule, au début. C'était assez frustrant, mais j'ai pu prendre le temps de bien trouver mes marques dans mon quartier, que j'apprécie beaucoup par ailleurs, car c'est un bon compromis entre la ville et la brousse. Ici, j'ai l'opportunité de vivre la vraie vie malgache : riz matin, midi et soir, douche et lessive au seau, fêtes traditionnelles aux alentours... Comme le retournement des morts, auquel j'ai pu assister dès mes premiers jours.

L'orphelinat est un véritable havre de paix. Il y a quelque chose dans l'air que je ne saurais expliquer : un véritable sentiment de famille unie, la fameuse vie en communauté que je recherchais en venant ici. J'adore tout partager avec eux, tant l'apprentissage du français que la sieste d'après-repas ! Et surtout, les soirées films au dortoir, où nous dormons tous les uns contre les autres. Je me sens plus comme une amie, un membre de cette grande famille, plutôt qu'une sorte de stagiaire, ahah ! Et pas seulement à l'orphelinat, mais aussi dans mon quartier, où l'on commence à bien me connaître. Maintenant, lorsque je vais prendre mon café en bas de la rue,

je n'ai même plus besoin de demander ce que je souhaite : on me sert automatiquement un café noir et un mofo akondro (beignet à la banane, j'en raffole !).

Ce fut un début très riche en expériences, où j'ai été complètement immergée dans la culture du pays. Il me tarde de découvrir encore de nouvelles choses, des coutumes qui questionnent... et surtout de voir les enfants évoluer et grandir pas à pas.

Voilà, je pense que c'est à peu près tout pour ma part. Merci de m'avoir lue et à très bientôt !

Lily [Télécharger la lettre](#)

Les fondements éthiques du féminisme : Rendez-vous ce 15 janvier

Le jeudi 15 janvier 2026, de 18h30 à 20h, les Jeudis du Défap accueilleront la théologienne béninoise Fifamé Fidèle Houssou Gandonou pour une conférence intitulée « Les fondements éthiques du féminisme. Réflexions à partir du contexte africain ». Pasteure, chercheuse en éthique féministe et voix engagée du protestantisme africain, elle montrera comment la question de la dignité et de la justice pour les femmes interroge à la fois la société, l'Église et les traditions religieuses. La rencontre comprendra un temps de présentation suivi d'un échange avec le public.

Je m'inscris à la conférence

Le parcours de Fifamé Fidèle Houssou Gandonou

Fifamé Fidèle Houssou Gandonou est pasteure de l'Église protestante méthodiste du Bénin et théologienne, spécialiste des questions d'éthique féministe. Née en 1974 à Cotonou, elle exerce le ministère pastoral depuis 1998. Elle est titulaire d'un doctorat en théologie obtenu à l'Université protestante d'Afrique centrale, avec une thèse consacrée aux fondements éthiques du féminisme dans le contexte africain. Dans cet ouvrage majeur, elle montre que les injustices faites aux femmes relèvent d'une problématique universelle, qu'elles s'inscrivent dans toutes les sociétés et qu'elles touchent aux mêmes enjeux que les autres combats pour la justice. Elle y affirme également que la religion, loin d'être extérieure à ces questions, participe à la construction de ces injustices, tout en offrant des ressources pour les surmonter.

Ses travaux visent à renouveler le regard porté sur le féminisme en Afrique, non comme une idéologie importée, mais comme un combat éthique enraciné dans les traditions locales et porteur de solutions pour les Églises et pour la société. Elle y défend l'idée que le féminisme, bien compris, peut ouvrir une voie de transformation sociale, théologique et spirituelle.

Outre ses activités de formation et d'enseignement en éthique à l'Université protestante d'Afrique de l'Ouest à Porto-Novo, Fifamé Fidèle Houssou Gandonou dirige l'Alliance biblique du Bénin. Elle est également engagée dans des réseaux associatifs et de développement, notamment dans le domaine de l'agroécologie et du leadership féminin. Présidente de l'ONG Déborah, elle œuvre à la lutte contre les violences et à l'émergence de femmes leaders capables de contribuer, aux côtés des hommes, à la transformation et à l'épanouissement de tous.

Pourquoi parler des fondements éthiques du féminisme dans le contexte africain ?

Le féminisme, souvent réduit à ses excès ou caricaturé, apparaît avant tout comme une lutte contre l'inégalité et pour la dignité humaine. La conférence « Les fondements éthiques du féminisme. Réflexions à partir du contexte africain » montrera en quoi une éthique universelle, fondée sur la dignité de toute personne, constitue un éclairage pertinent pour comprendre ce mouvement social, politique et intellectuel.

À partir d'œuvres majeures de la littérature féminine francophone, telles que celles d'Awa Thiam, Mariama Bâ ou Tanella Boni, il sera question de la condition féminine africaine et des mécanismes d'intériorisation des valeurs patriarcales, qui amènent souvent les femmes à se percevoir à travers le regard masculin. Cette réflexion ouvre sur l'histoire et les différentes formes d'expression du féminisme dans le monde, ainsi que sur l'émergence progressive de l'approche genre dans les sciences sociales africaines. Des exemples concrets, comme le vote d'un nouveau Code de la famille au Bénin, illustrent la transformation des représentations et des normes, tout en soulignant le décalage persistant entre les avancées juridiques et la réalité sociale.

La conférence abordera également le féminisme sous l'angle théologique. Elle montrera comment une théologie féministe, née à la fin du XIXe siècle aux États-Unis avant de s'étendre à l'Europe puis à l'Afrique, remet en question l'androcentrisme des traditions religieuses. Cette dynamique se traduit notamment par les travaux de réseaux africains de théologiennes et par l'appel à une relecture critique des

textes religieux. L'objectif est d'esquisser une éthique de la réciprocité et du « désencerclement » permettant de repenser les rapports hommes-femmes.

Je m'inscris à la conférence